



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

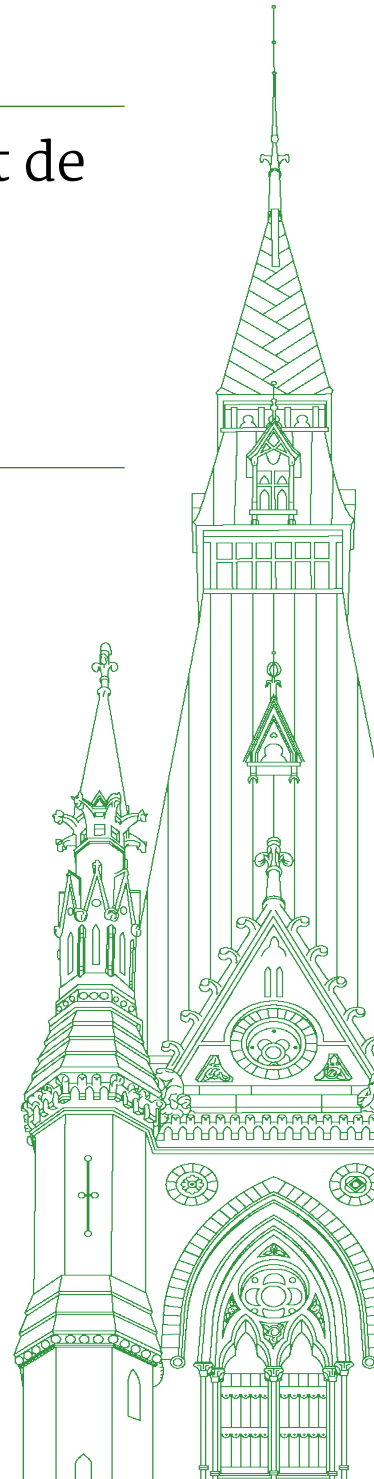
Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 026

Le mardi 10 mars 2026

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mardi 10 mars 2026

• (1150)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): Bienvenue à la 26^e réunion du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule dans un format hybride, conformément au Règlement. Les membres du Comité participent en personne ou à distance à l'aide de l'application Zoom.

Comme d'habitude, je demanderais à tous les participants en personne de consulter les directives inscrites sur les cartes placées sur la table. Ces mesures visent à aider à prévenir les incidents audio et de retour de son et à protéger la santé et la sécurité de tous, y compris les interprètes. Vous verrez aussi un code QR sur la table; il mène à un court vidéo de sensibilisation.

Comme tout le monde le sait, il y avait des votes, alors notre temps est écourté. Je propose de segmenter la réunion en deux parties de 40 minutes, si cela vous convient, et de maintenir notre horaire.

Monsieur Lemire.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Avons-nous la possibilité, selon la disponibilité des ressources de la Chambre, de dépasser un peu l'heure de fin de la séance?

[Traduction]

Le président: C'est au Comité de décider. Je suggère de terminer à 13 heures, parce que je sais que des gens ont des rendez-vous et d'autres réunions. La décision vous revient. Qu'est-ce que tout le monde en pense?

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Je suis libre et prêt à continuer plus longtemps.

Le président: Que pensez-vous de prolonger la réunion de 15 minutes? Est-ce juste? Est-ce que cela convient à tout le monde?

D'accord. Nous avons les ressources, alors c'est parfait.

Nous allons entendre le premier groupe de témoins.

Nous accueillons aujourd'hui l'honorable Richard J. Sigurdson, ministre, ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation du gouvernement de l'Alberta.

Steven Cole est maire, Town of Indian Head; et David Gehl est officier responsable à la retraite.

Tyler Groeneveld, président-directeur général, représente Protein Industries Canada.

J'invite le ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation à commencer.

Bienvenue au Comité, monsieur. Merci d'être ici. Vous avez cinq minutes.

L'hon. Richard J. Sigurdson (ministre, ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation, Gouvernement de l'Alberta): Merci, monsieur le président. Merci de me donner l'occasion de témoigner devant vous aujourd'hui sur un sujet de grande importance pour les producteurs de l'Alberta et l'avenir de l'agriculture au Canada.

Les agriculteurs et les éleveurs de bétail en Alberta et, honnêtement, partout au Canada sont très préoccupés par la décision du gouvernement fédéral de fermer sept centres de recherche et de développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada situés un peu partout au pays.

Aujourd'hui, je vais parler en particulier du centre de recherche de Lacombe, en Alberta. Depuis plus de 100 ans, ce centre de recherche est une pierre angulaire de l'innovation en agriculture dans l'Ouest canadien. Il a soutenu des générations de producteurs en matière de science pratique et appliquée qui touche directement la productivité de notre secteur agricole.

Cette fermeture crée des problèmes immédiats pour des programmes financés par notre gouvernement provincial dans le cadre de notre recherche agricole axée sur les résultats, Results Driven Agriculture Research, ou RDAR, qui totalise plus de 2,5 millions de dollars pour la génétique du bétail, la surveillance des maladies des cultures, l'agronomie de l'orge, la qualité de la viande, la salubrité alimentaire et la lutte contre les mauvaises herbes. La fermeture de ce centre demanderait des adaptations à de nombreux projets RDAR, comme des réattributions de parcelles de terrain, et causerait des enjeux opérationnels ou la fin de la recherche.

À ce moment-ci, compte tenu des défis actuels, comme l'abordabilité alimentaire au pays et la hausse de la demande mondiale d'aliments, il est important de continuer de mettre l'accent sur des investissements accrus en recherche agricole. La recherche et la technologie sont des aspects essentiels qui vont garantir que le Canada demeure un chef de file mondial en production agricole. Pour chaque dollar investi, les résultats à venir seront exponentiels et vont assurer la croissance, la productivité et la rentabilité de l'industrie.

Les producteurs de l'Alberta sont déjà aux prises avec de graves enjeux. Les marchés mondiaux sont fluctuants et les coûts des intrants augmentent. Il y a des pénuries de main-d'oeuvre, des goulots d'étranglement en matière de transport et un fardeau réglementaire croissant. La recherche continue est essentielle à la croissance de la productivité, qui permet aux agriculteurs canadiens de rester profitables tout en répondant aux attentes accrues en ce qui a trait à l'environnement et aux marchés. La décision de fermer ce centre risque de ternir notre réputation à l'échelle nationale et internationale en tant que producteurs de classe mondiale d'aliments durables de haute qualité.

En particulier, la perte du financement fera en sorte que l'Alberta n'aura plus d'abattoir de recherche fédéral, ce qui nuira à notre capacité d'évaluer les carcasses, d'améliorer la salubrité alimentaire et d'étudier les chaînes de valeur. Nous perdrons aussi les technologies de pointe de classement, le système proche infrarouge, les détecteurs à balayage et l'imagerie DEXA.

De plus, le centre de Lacombe examine les conditions et les défis propres aux Prairies. L'agriculture dans l'Ouest canadien est distincte en matière de climat, de sols et de modèles de production du bétail. La fermeture de ce centre aura un effet d'entraînement sur l'agriculture en général dans l'Ouest canadien. Par exemple, il faudra relocaliser des terres de recherche pour un grand projet sur plusieurs sites concernant la résistance des mauvaises herbes de plus de 3,2 millions de dollars.

La perte du personnel, comme un pathologiste des céréales principal et un chef de file en enregistrement des maladies de l'orge, entraînera la fin de certains projets.

Ce centre est une source fondamentale de données pour toutes les Prairies en matière d'enregistrement des variétés. C'est le seul qui veille au développement et à l'enregistrement fédéral des nouvelles variétés, qui exige une recherche rigoureuse sur les maladies.

À l'échelle locale, il est essentiel de savoir que l'incidence économique sera la perte de personnel. Des 112 employés du centre de Lacombe, seulement six se sont vu offrir des occasions d'être réaffectés ailleurs; tous les autres postes seront abolis.

Soyons clairs: l'Alberta appuie la responsabilité financière, mais la recherche agricole n'est pas une dépense discrétionnaire. C'est plutôt un investissement stratégique qui répond au besoin du Canada de consolider son économie et de faire croître le PIB national, ce qui est plus important que jamais.

L'investissement en recherche agricole donne un rendement économique fort. La fermeture de ce centre pour atteindre des objectifs à court terme risque de miner les gains économiques à long terme qui dépassent de loin les économies immédiates.

Au nom des producteurs de l'Alberta, j'exhorte le Comité à reconsidérer la décision de fermer le centre de recherche et de développement de Lacombe, à mener une évaluation d'impact transparente et à discuter officiellement et directement avec les gouvernements provinciaux de toutes les options pour garantir la préservation et le maintien de la recherche essentielle.

Merci au Comité.

Merci, monsieur le président.

• (1155)

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Nous vous remercions à nouveau d'avoir pris le temps de vous joindre à nous aujourd'hui, malgré votre horaire chargé.

Nous allons maintenant entendre le maire Cole.

Monsieur le maire, vous avez cinq minutes.

Steven Cole (maire, Town of Indian Head): Bonjour, monsieur le président et membres du Comité. Je vous remercie de me donner l'occasion de témoigner aujourd'hui au nom de la ville d'Indian Head et de la région avoisinante concernant la fermeture proposée du centre de recherche agricole d'Indian Head.

Depuis plus de 100 ans, ce centre de recherche est une pierre angulaire de notre collectivité locale et de l'agriculture canadienne. Depuis 1886, ce centre situé à Indian Head, en Saskatchewan, joue un rôle essentiel pour fournir du soutien aux colons se dirigeant vers l'Ouest, dont bon nombre avaient peu d'expérience agricole. De nos jours, ce centre continue de jouer un rôle central dans le secteur agricole. Il développe des variétés qui répondent bien à notre nouveau climat et qui résistent à la menace en évolution constante des insectes et des maladies.

La décision de fermer ce centre aurait de vastes conséquences, non seulement pour Indian Head, mais aussi pour les agriculteurs et l'innovation agricole partout au pays. Pour notre collectivité, ce centre de recherche emploie environ 30 personnes à temps plein, et c'est beaucoup plus que cela durant la recherche l'été et la saison de travaux sur le terrain. Dans une petite collectivité rurale comme la nôtre, ces emplois sont très importants. La perte de ces emplois ne se limitera pas aux employés eux-mêmes; elle se fera sentir auprès des conjoints, des familles et de bien des entreprises locales qui en dépendent.

Du point de vue du secteur agricole, la fermeture devrait permettre d'épargner environ 3,8 millions de dollars au gouvernement fédéral. Ce n'est qu'une infime fraction de son budget, et cela se ferait au prix de la recherche qui génère un rendement énorme en agriculture canadienne. La recherche montre systématiquement que les investissements publics dans les obtentions végétales et la science agricole engendrent des rendements entre 10 et 30 fois supérieurs. En fait, les innovations développées au centre de recherche d'Indian Head ont déjà démontré leur valeur extraordinaire. Par exemple, il y a le développement et l'amélioration des pratiques d'ensemencement direct et de culture sans labour. On estime que ces technologies, qui sont devenues la norme partout dans le monde, génèrent environ 204 millions de dollars par année pour le secteur agricole, tout en réduisant les coûts de main-d'oeuvre et de machinerie de plus de 50 %. Par ailleurs, les gains environnementaux, comme une meilleure santé des sols, une érosion réduite et de plus faibles émissions, ont des incidences à long terme pour préserver l'environnement et la production future.

On semble présumer actuellement qu'en réduisant la capacité de recherche publique, les entreprises ou les groupes de producteurs vont combler le vide, mais ils répondent à ces incitatifs différents. Leurs priorités de recherche doivent générer des profits, ce qui peut faire augmenter les coûts des semences pour les agriculteurs et accentuer les caractéristiques viables sur le plan commercial. Dans un tel système, les agriculteurs devront assumer les coûts et des frais d'utilisation de la technologie par acre ou des primes de semences, ce qui ferait porter le fardeau financier aux producteurs. Par le fait même, la recherche qui engendre de vastes bénéfices pour la population, comme la durabilité environnementale, des sols sains ou la résilience économique à long terme, pourrait recevoir moins d'attention.

Une préoccupation majeure liée à la fermeture du centre d'Indian Head, c'est la perte de son unité de multiplication des semences. Les experts estiment que le déplacement de l'unité retarderait les progrès en recherche de trois à cinq ans, à cause du temps qu'il faut pour préparer les nouvelles terres. Ces retards pourraient coûter au secteur agricole jusqu'à 400 millions de dollars en progrès et en innovation perdus.

Enfin, je veux parler des incidences scientifiques de ces fermetures. Il y a une importante réalité géographique liée à la science agricole. Le Canada est un vaste pays qui comprend des sols, des climats et des systèmes de production très variables. La recherche menée à Indian Head, en raison de son emplacement unique qui fait la transition entre les prairies-parcs et les prairies herbacées, reflète les conditions de toute la région des prairies et renforce la qualité globale de la science agricole au Canada.

La recherche effectuée à Indian Head soutient aussi des projets et des études partout au pays. Les données produites ici aident les réseaux de recherche nationaux et servent au travail qui se fait dans d'autres centres. La fermeture du centre aura un effet en cascade sur de nombreux programmes de recherche et ralentira le progrès en Saskatchewan, mais aussi partout ailleurs.

La recherche agricole ne peut simplement pas s'arrêter. Les insectes évoluent, les maladies s'adaptent et les pressions environnementales changent. Cette fermeture minerait la capacité de recherche à long terme au Canada et affaiblirait notre capacité de réagir aux nouveaux défis en agriculture. La recherche continue est nécessaire pour développer de nouvelles variétés et de nouvelles pratiques de gestion qui permettent aux agriculteurs canadiens de rester productifs et concurrentiels et de conserver une présence durable sur les marchés mondiaux.

En terminant, j'exhorte le Comité à reconsidérer la fermeture du centre de recherche d'Indian Head. Cette perte serait non seulement catastrophique économiquement et socialement, mais elle pourrait aussi entraîner le sacrifice de centaines de millions de dollars en retombées annuelles dans le secteur agricole canadien et affaiblir un réseau de recherche bâti par des générations de Canadiens.

• (1200)

Merci. Nous répondrons à vos questions avec plaisir.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Groeneveld.

Bienvenue au Comité. Vous avez cinq minutes.

Tyler Groeneveld: Merci, monsieur le président et membres du Comité. Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner aujourd'hui.

À Protein Industries Canada, nous veillons à favoriser la production alimentaire et l'agriculture à valeur ajoutée en tant que priorité économique nationale. Nous y parvenons en consolidant les fondations solides du Canada qui font de son secteur agricole et agroalimentaire l'un des meilleurs au monde. Nous sommes fiables et nous avons des terres agricoles, une production de grande qualité, des cultures pluviales et des personnes engagées à fournir des aliments sains aux Canadiens et aux gens partout dans le monde.

L'innovation est le fondement de la production alimentaire et du secteur agricole au pays. Le Canada a un excellent bilan en matière d'investissement dans l'innovation et d'adaptation pour soutenir notre croissance, notre succès et notre position concurrentielle de manière continue dans nos exploitations agricoles, nos élevages de bétail et chez nos transformateurs. Depuis sept ans, Protein Industries Canada et nos partenaires du secteur ont investi plus de 800 millions de dollars pour améliorer la transformation des ingrédients provenant des cultures et la fabrication alimentaire au Canada. Ces investissements renforcent l'agriculture et la chaîne de valeur alimentaire au pays et soutiennent le Canada pour assurer la sécurité alimentaire mondiale, tout en l'aidant à établir sa position de puissance agricole mondiale et de partenaire de commerce privilégié avec le reste du monde.

L'investissement continu dans la recherche et la production est essentiel pour maintenir notre position concurrentielle, mais veuillez comprendre que nous sommes dans une course avec d'autres pays. L'investissement en agriculture et en recherche sur la production alimentaire améliore la productivité canadienne et stimule la croissance économique. Il continue à favoriser des solutions à certains des plus grands défis de l'humanité, dont la sécurité alimentaire, une meilleure santé et une meilleure nutrition ainsi que la production de cultures au bilan positif en carbone dans le monde.

Comme vous le savez tous très bien, nous sommes confrontés à des enjeux mondiaux de production et de distribution alimentaires, à une échelle que bon nombre d'entre nous n'ont jamais connue. Les effets persistants de chaînes d'approvisionnement fragiles touchées par la COVID-19 et les conflits mondiaux nous ont menés à une inflation alimentaire record. Les pays dans le monde cherchent tant bien que mal à trouver une source sécuritaire et fiable d'aliments et d'ingrédients.

C'est une occasion à saisir pour le Canada. Très peu d'autres pays peuvent nous égaler en matière de terres arables, de disponibilité de l'eau, de pratiques agricoles durables et de stabilité politique. Toutefois, si nous ne mettons pas l'accent sur la recherche et l'innovation parmi tous les acteurs du domaine — l'industrie, le gouvernement, le milieu universitaire et toute la chaîne de valeur —, le Canada risque d'accuser encore plus de retard. Déjà, dans un classement récent des pays en matière d'innovation alimentaire mondiale, le Canada se situe au cinquième rang derrière le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne et l'Australie.

L'agriculture et la production alimentaire sont essentielles à l'économie canadienne et constituent deux des principales occasions de croissance propulsée par l'innovation. Cela était déjà bien compris il y a plus de 100 ans, quand le Canada a commencé à investir dans le secteur. Désormais, grâce à ces investissements fondamentaux, l'agriculture et la fabrication d'aliments et de boissons contribuent à près de 10 % du PIB du Canada et appuie plus de 2,3 millions d'emplois. C'est plus que les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale réunis. C'est le principal employeur au pays, et il constitue le fondement de l'activité économique dans toutes les régions du Canada.

C'est parce que l'innovation sous-tend tout le secteur, de la génétique et de l'agriculture numérique à la transformation évoluée, à l'automatisation et aux nouveaux ingrédients alimentaires. L'innovation, c'est ce qui stimule la productivité, la compétitivité et la résilience à long terme. C'est aussi elle qui positionne le Canada en tant que producteur mondial durable d'aliments de grande valeur. Par le passé, la production primaire — y compris la génétique et les pratiques et les applications dans les exploitations agricoles — a fait l'objet de bons investissements. Nous avons un écosystème robuste qui comprend le milieu universitaire, les institutions de recherche, le secteur privé, les organisations de production de denrée et la recherche publique menée par AAC.

• (1205)

Cet écosystème a mené à la création de certaines des plus importantes inventions dans l'histoire agricole au Canada, dont le développement du canola et la culture sans labour.

Le président: Je suis désolé, mais votre temps est écoulé. Vous pouvez prendre cinq secondes pour conclure.

Tyler Groeneveld: Nous devons nous en charger. L'innovation est l'épine dorsale d'une économie concurrentielle en matière d'aliments et d'agriculture.

Merci de votre temps.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Nous allons passer aux conservateurs. Les interventions dureront cinq minutes chacune.

Allez-y, monsieur Bexte.

David Bexte (Bow River, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président. Je vous en suis reconnaissant.

Je remercie les témoins de leur présence aujourd'hui. Nous vous sommes reconnaissants de vos observations et nous espérons profiter de vos sages conseils.

J'aimerais commencer par le ministre Sigurdson.

Bienvenue, monsieur.

L'hon. Richard J. Sigurdson: Je vous remercie de m'accueillir.

David Bexte: Je vais maintenant aborder l'une des grandes questions qui se posent dans le secteur concernant la strychnine. Vous avez fait visiter la région au ministre de l'Agriculture et lui avez montré des preuves des ravages causés par les spermophiles de Richardson et les gaufres. Pourriez-vous nous dire à combien pourraient se chiffrer les pertes éventuelles en Alberta, cette saison et à l'avenir, si les dommages se poursuivent au même rythme et que nous n'avons pas accès à la strychnine, d'autant plus que les prévisions pour l'année annoncent des conditions de sécheresse qui doubleront l'impact des gaufres?

L'hon. Richard J. Sigurdson: Je pense qu'il est important de préciser ceci d'abord. De nombreuses personnes ont expliqué les raisons pour lesquelles l'Alberta doit avoir accès à la strychnine, contrairement à de nombreux autres endroits du monde. Il est important de comprendre que les conditions pédologiques et l'environnement uniques du Sud de l'Alberta créent un terrain propice à la reproduction de ce ravageur, le spermophile de Richardson. C'est pourquoi nous avons besoin de la strychnine, contrairement à de nombreuses autres régions.

Je dirais que les dommages ont décuplé depuis l'interdiction de la strychnine. À l'heure actuelle, notre ministère s'emploie activement à réaliser une évaluation complète des répercussions économiques du ravageur cette année, en tenant compte des pressions que subissent nos producteurs, nos éleveurs et nos agriculteurs du Sud de l'Alberta. J'estime que les dégâts ont décuplé au cours des trois dernières années, passant de 80 à probablement plus de 800 millions de dollars. Cette année, nous aurons une évaluation plus précise des répercussions économiques.

Je peux assurer au Comité que c'est manifestement devenu un problème majeur. La situation affecte la santé du bétail. Nous constatons une augmentation des blessures chez les animaux, ce qui a des répercussions sur leur santé et leur bien-être. Nous avons vu l'espèce se propager à travers nos prairies indigènes, détruisant l'un de nos plus grands puits de carbone de la province. De plus, le ravageur se répand désormais aux cultures et aux champs, causant des dégâts bien plus importants. Je pense que l'un des problèmes les plus préoccupants et jamais vus dans la province, c'est que la population de gaufres a atteint une ampleur telle que les dommages ne se limitent plus aux cultures et aux pâturages. Nous observons en fait des répercussions visibles sur les conduites d'irrigation enfouies, les conduites de gaz naturel enfouies et les câbles à fibres optiques.

La situation devient catastrophique en Alberta. C'est pourquoi nous avons déposé, conjointement avec la Saskatchewan, une demande d'homologation d'urgence, qui a été rejetée. J'exhorte le gouvernement fédéral à revenir sur sa décision, compte tenu des dommages que le ravageur a causés dans la province. Si la situation se poursuit et que les conditions sont plus sèches en juillet et août cette année, ce sera pratiquement un désastre.

• (1210)

David Bexte: Merci, monsieur le ministre.

Le ministre libéral de l'Agriculture a dit qu'il soutiendrait la demande. Qu'avez-vous ressenti lorsqu'elle a été rejetée?

L'hon. Richard J. Sigurdson: Eh bien, il est certain que la demande d'homologation d'urgence est conçue pour des conditions comme celles que nous observons en Alberta. C'est pourquoi j'ai exhorté le gouvernement fédéral à revoir la décision qu'a prise l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, ou ARLA. Je serai catégorique: nous avons remédié à tous les risques que l'ARLA a évoqués pour nous empêcher d'utiliser la strychnine. Nous misons sur la sensibilisation et la formation. Nous parlons de surveillance sur le terrain et d'une utilisation restreinte en fonction des conditions observées sur les lieux. Nous avons pris des mesures d'atténuation pour tous les risques. Nous allons faire des inspections. Nous avons prévu des exigences pour atténuer tous les risques concernant les prédateurs qui ont accès à la strychnine et qui en décèdent accidentellement. Nous avons mis en place un protocole très rigoureux.

Nous avons atténué tous les risques, mais nous avons quand même essuyé un refus. Pour nous, en Alberta, c'est inacceptable. Nous sommes dans une situation d'urgence. Nos producteurs ont besoin d'une homologation dès cette année — ils en ont besoin immédiatement, dès maintenant.

David Bexte: Merci, monsieur le ministre.

Dans le peu de temps qu'il nous reste, avez-vous d'autres réflexions à ce sujet?

L'hon. Richard J. Sigurdson: Nous devons examiner toutes les répercussions. Il y a deux volets, bien sûr, et j'ai parlé aujourd'hui de la fermeture du Centre de recherche et de développement de Lacombe.

Je vais le dire sans détour: j'ai voyagé partout dans le monde et je constate une augmentation de la demande mondiale. La sécurité ainsi que l'abordabilité des aliments sont au cœur des préoccupations de tous les pays que j'ai visités. La recherche est essentielle à cet égard. Certains ont aussi dit que d'autres pays...

Le président: Monsieur le ministre, je vais devoir vous arrêter ici. Je suis désolé. Le temps est écoulé. Je vous ai donné 20 secondes de plus. Merci encore pour tout.

Nous allons passer à M. Connors pour cinq minutes.

Paul Connors (Avalon, Lib.): Merci.

Bienvenue à nos invités.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur l'organisme *Results Driven Agriculture Research*, ou RDAR?

L'hon. Richard J. Sigurdson: J'adore parler de RDAR. C'est un organisme que nous avons lancé en 2019. Il est en place depuis plusieurs années maintenant. Nous avons commencé à financer le RDAR pour qu'il serve de bras opérationnel au gouvernement de l'Alberta afin de mener des recherches dans la province. Je suis très fier de dire que le RDAR mobilise des fonds supplémentaires. Bien sûr, notre gouvernement y investit 41,5 millions de dollars chaque année. De plus, il récolte des fonds privés, ainsi que des fonds provenant de l'enseignement supérieur. Le RDAR a fait un excellent travail en tirant parti de l'investissement initial et en générant jusqu'à 3 à 5 \$ de plus pour chaque dollar que la province consacre à la recherche.

C'est un modèle coopératif. Ainsi, nous avons vu le RDAR établir un véritable lien avec les agriculteurs directement sur le terrain. Son incidence est colossale en ce moment, d'une ampleur sans précédent. Nos recherches débouchent sur des applications directes à la ferme, ce qui fait progresser notre secteur plus rapidement. Ce sont véritablement nos producteurs, nos agriculteurs et nos éleveurs qui en sont les moteurs.

Le conseil d'administration du RDAR est élu. Ses membres doivent rendre des comptes à l'industrie. Nous voyons les résultats de la recherche dans laquelle nous investissons être appliqués en temps réel sur le terrain. C'est exactement ce que nous souhaitons: une recherche mise en œuvre aussi rapidement que possible et adoptée dès les premières phases. Nous constatons les effets très positifs de cette approche dans la province.

Paul Connors: Toute cette recherche se passe dans les exploitations agricoles. Se déroule-t-elle ailleurs? Quelles installations sont utilisées à cette fin?

• (1215)

L'hon. Richard J. Sigurdson: Nous finançons le RDAR. Il mène des projets de recherche dans l'enseignement supérieur ainsi que dans certaines de nos installations en Alberta, y compris Western Crop Innovations, ou WCI, ainsi que Crop Development Centre South et North. Il collabore également avec Olds College et Lakeland.

Le RDAR investit massivement dans la recherche par projet sur différentes plateformes en Alberta. Il ne s'agit pas seulement de recherche en exploitation agricole. C'est un modèle très coopératif qui s'étend à de multiples installations de recherche, y compris celle de Lacombe, où, comme je l'ai mentionné dans mon exposé, 2,5 millions de dollars sont consacrés à la recherche. Il s'agit là aussi de recherche par projet.

Paul Connors: Vous avez mentionné que nous avons besoin de plus d'investissements dans la recherche. J'aimerais parler de certains de ces instituts, comme l'Université de Calgary et l'Université de l'Alberta, qui mènent de nombreuses recherches dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Pensez-vous qu'il y ait un moyen de tirer davantage parti de ces centres?

L'hon. Richard J. Sigurdson: Quand on examine les fonds consacrés à la recherche agricole, il n'y a actuellement aucun meilleur investissement au Canada que celui-là. En ce qui concerne l'impact global qui a été évoqué, chaque dollar que nous dépensons aujourd'hui peut rapporter entre 6 et 10 dollars à l'avenir.

Je dirais qu'il est essentiel que nous examinions les modèles mis en place avec les collèges, les universités, les centres d'amélioration des cultures et nos centres de recherche appliquée dans chaque province et au sein de l'industrie, ainsi qu'avec les agriculteurs. C'est là la clé: ne pas se concentrer sur un seul élément, mais sur l'ensemble, afin de garantir que chaque dollar dépensé ait le plus grand impact possible.

Je dirais que la recherche que nous menons, que ce soit à l'Université de l'Alberta, à l'Université de Calgary, au Olds College ou à Lakeland, a une incidence incroyable sur notre industrie.

J'étais récemment à Dubaï, et je dois faire la remarque suivante. En ce qui concerne la demande mondiale, le Canada est réputé pour ses produits de base de la plus haute qualité au monde, mais on m'a indiqué que des pays comme la Russie, l'Australie et d'autres rattrapent leur retard extrêmement vite.

Si nous continuons de réduire les fonds consacrés à la recherche, ils dépasseront le Canada, et nous perdrons une part de marché considérable. Telle est la réalité. C'est pourquoi nous devons non seulement maintenir les fonds destinés à la recherche dans tous les établissements, mais aussi avoir la possibilité d'augmenter ces fonds à l'avenir afin de préserver l'avantage agricole du Canada.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Nous passons maintenant au Bloc pour cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur Cole, j'aimerais commencer par vous, parce que vous avez mentionné un élément que j'aimerais que vous développiez concernant l'impact de ces compressions de l'ordre de 400 millions de dollars.

Pouvez-vous nous en dire davantage sur cette recherche ou cette étude? Comment évaluez-vous ça?

[Traduction]

Steven Cole: M. David Gehl est ici. C'est mon collègue et il en sait beaucoup plus que moi à ce sujet. Je vais lui céder la parole, si cela vous convient.

Allez-y, monsieur Gehl.

David Gehl (officier responsable retraité, Unité de multiplication des semences, Town of Indian Head): Merci, monsieur Cole.

Ces chiffres s'appuyaient essentiellement sur les commentaires de M. Richard Gray, à l'Université de la Saskatchewan. Il s'intéresse à l'introduction de variétés améliorées de cultures qui proviennent du système d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

À Indian Head, l'Unité de multiplication des semences sert de pont entre la science et l'agriculture commerciale. Elle reçoit les nouvelles variétés mises au point par les chercheurs et produit chaque année les semences du sélectionneur pour les nouvelles variétés. Cette semence est distribuée aux producteurs de semences de généalogie contrôlée qui la multiplient dans leur système et produisent des semences certifiées. Ces semences sont ensuite vendues aux agriculteurs commerciaux.

Retarder la mise en marché de ces variétés améliorées entraînera une perte annuelle pour les agriculteurs. Nous constatons des progrès génétiques assez rapides pour tous les caractères, en particulier en matière de résistance aux maladies et de rendements. Nous avons constaté que les rendements se sont vraiment améliorés au cours des 10 ou 15 dernières années. C'est notamment le cas pour nos cultures céréalières, où nous constatons une véritable amélioration. Si nous réduisons l'introduction de cette nouvelle technologie, cela entraînera une perte pour nos agriculteurs. C'est ce dont nous parlons lorsque nous évoquons un retard dans l'innovation.

• (1220)

[Français]

Sébastien Lemire: Je vous remercie de votre démonstration. Il est intéressant de voir que 8 millions de dollars d'investissements génèrent des retombées de l'ordre de 400 millions de dollars. Des compressions en agriculture vont donc avoir un impact sur tout un écosystème et sur des connaissances. Chez nous, nous l'avons vécu lors de la fermeture d'un centre de recherche à Kapuskasing. L'impact se fait encore sentir des décennies plus tard. Ça doit être récupéré ailleurs. On y reviendra lors de la deuxième heure.

Monsieur le ministre Sigurdson, j'aimerais vous entendre sur votre perception. Comme ministre de l'Agriculture de l'Alberta, avez-vous le sentiment que le fédéral peut vous refiler une facture plutôt que de l'assumer? Évidemment, ces données en agriculture sont fondamentales. Votre plaidoyer l'a démontré d'une façon particulièrement efficace. Est-ce une façon pour le fédéral de se désresponsabiliser et d'envoyer son déficit dans les provinces?

[Traduction]

L'hon. Richard J. Sigurdson: Je suis ici pour dire que la perte de fonds de recherche aura une incidence globale sur l'industrie, jusqu'à nos agriculteurs et nos éleveurs. Chaque fois que ces installations ferment, nous comprenons à quel point la recherche qui s'y fait est essentielle pour l'industrie. Nous allons devoir trouver un moyen de poursuivre cette recherche afin de nous assurer de rester

des leaders mondiaux. C'est notre avantage concurrentiel sur le marché mondial, et il doit être préservé.

Bien sûr, lorsque ces installations ferment, cela nous pousse à nous associer à l'industrie, aux organismes, aux conseils, aux commissions et aux agriculteurs afin de reprendre cette recherche et la poursuivre, car l'agriculture est essentielle à l'économie de l'Alberta. C'est notre deuxième industrie en importance et sans doute la plus importante pour l'abordabilité, la salubrité et la sécurité des aliments dans notre propre pays. Nous devons poursuivre ce travail d'une manière ou d'une autre. Ce coût finira par être refilé à Alberta à un moment où nous sommes en difficulté.

Je tiens à dire sans équivoque que nous devons être des partenaires dans ce dossier. À l'échelle fédérale, provinciale et municipale, nous devons tous participer à la recherche de manière significative — y compris l'industrie, les agriculteurs, les éleveurs, les organismes, les conseils et les commissions. J'exhorte le gouvernement fédéral à poursuivre ce partenariat.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur le président, vous me faites signe.

[Traduction]

Le président: Je pensais que vous voudriez peut-être dire une dernière chose.

Nous allons faire deux tours de quatre minutes. La parole est aux conservateurs.

Monsieur Bonk.

Steven Bonk: Merci.

J'aimerais faire un commentaire à l'intention du ministre Sigurdson.

Je tiens à le remercier de son plaidoyer en ce qui concerne la strychnine, dont M. Bexte a parlé plus tôt, et de sa collaboration avec la Saskatchewan. Je sais que le ministre Marit et M. Harrison avant lui sont également très favorables à cette idée, tout comme la *Saskatchewan Association of Rural Municipalities* et de nombreux autres groupes de producteurs.

Merci beaucoup du travail que vous faites à cet égard.

Ma ferme et mon ranch sont situés très près du centre de recherche d'Indian Head. Je voudrais profiter de cette occasion pour défendre avec force ce centre et l'excellent travail qu'il accomplit.

Je vais demander à M. le maire Cole de nous donner un aperçu de ce que cette fermeture signifierait pour la ville d'Indian Head.

Steven Cole: C'est un autre coup dur. Il y a 12 ans, notre pépinière d'arbres de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, ou ARAP, a dû fermer ses portes. Nous avons perdu entre 70 et 100 emplois là-bas. La perte de la ferme expérimentale est un autre coup dur pour Indian Head. Indian Head s'est développée grâce à ces deux exploitations. Tout a commencé avec la ferme Bell, puis les fermes expérimentales ont vu le jour.

La fermeture de cette ferme aura d'énormes répercussions sur notre collectivité: des pertes d'emplois, des pertes d'entreprises et de nouveaux déménagements. Ce n'est tout simplement pas une bonne nouvelle pour la communauté.

• (1225)

Steven Bonk: Je tiens à souligner certaines des grandes innovations qui ont vu le jour au centre de recherche d'Indian Head.

Le ministrenous a dit qu'il en coûte environ 3,8 millions de dollars par année pour maintenir ce centre en activité. Regardez ce qui est ressorti de ce centre et l'excellent travail que Guy Lafond et Jim Halford ont fait en ce qui concerne la culture sans travail du sol en particulier. J'ai eu la chance de voyager partout dans le monde pour promouvoir l'agriculture canadienne. Nous voyons des entreprises comme Seed Hawk, Bourgault et John Deere, qui ont acheté la technologie Conserva Pak issue d'Indian Head. Les répercussions économiques sont énormes.

Est-ce que vous ou M. Gehl pouvez parler rapidement des répercussions économiques en ce qui concerne la santé des sols, la rétention de l'humidité dans les cultures et les rendements que nous en avons tirés?

David Gehl: Nous parlons d'une incidence énorme sur l'augmentation de la productivité dans toutes les régions du monde pratiquant l'agriculture pluviale. Nous l'avons vu ici à Indian Head. Par exemple, nous avons ce qu'on appelle une étude de rotation à long terme, qui est une étude de référence en cours depuis 1957. Elle examine l'impact des pratiques de gestion sur la santé des sols et le rendement des cultures. Depuis l'adoption de la culture sans labour sur ces parcelles il y a 30 ans, nous avons constaté une augmentation marquée des rendements. Ils ont doublé. Nous constatons d'énormes augmentations de la séquestration du carbone dans le sol qui ne se stabilisent pas, contrairement à ce que l'on pensait au départ. Nos innovations ont une incidence sur le climat et améliorent les sols.

La culture sans travail du sol est adoptée dans le monde entier, partout où l'on pratique l'agriculture pluviale.

Le président: Monsieur Gehl, nous allons devoir nous arrêter.

Nous passons maintenant aux libéraux pour quatre minutes.

Paul Connors: Je vais partager mon temps avec M. Harrison.

Monsieur le ministre, puisqu'il n'y a pas eu de compressions dans le budget de recherche proprement dit, celui-ci va se poursuivre. Aussi, RDAR semble être un programme très réussi en Alberta. Aimerez-vous voir plus d'investissements dans ce type de modèle au sein des fonds de recherche du prochain cadre stratégique?

L'hon. Richard J. Sigurdson: L'une de mes activités actuelles consiste précisément à organiser des tables rondes avec des intervenants sur le prochain cadre stratégique en ce qui concerne le Partenariat canadien pour une agriculture durable, ou PCAD. Nous avons constaté de nombreux effets positifs découlant des investissements réalisés dans le cadre du partenariat. Nous consultons actuellement nos producteurs, nos agences, nos conseils et nos commissions pour savoir ce qu'ils souhaitent voir mis en place. Je pense que ce que nous entendons actuellement sur le terrain, c'est un besoin de plus de flexibilité d'une province à l'autre pour pouvoir orienter la recherche en fonction des conditions du sol, du climat et de la compréhension par les industries du fait que le Canada est un pays très vaste. De plus, l'augmentation des fonds alloués à la recherche, je pense, constitue un excellent argument économique pour expliquer comment nous pouvons continuer à faire croître le PIB du pays.

En ce qui concerne le nouveau cadre stratégique, nous aimerions que plus d'argent y soit consacré pour pouvoir établir des liens avec

notre industrie et soutenir des projets de recherche. Ce que nos producteurs nous disent également, c'est qu'il faut plus de souplesse dans le prochain cadre stratégique pour permettre plus de recherches menées par les provinces et les producteurs, en tenant compte des différences uniques et distinctes que nous observons à l'échelle du pays.

Paul Connors: Madame Harrison, vous avez la parole.

Emma Harrison (Peterborough, Lib.): Merci.

Monsieur Gehl, j'espérais que vous pourriez terminer de répondre à la question posée par mon collègue, M. Bonk, au sujet de la culture sans labour et de son succès. J'ai vu de mes propres yeux à quel point le semis direct est une réussite.

Pourriez-vous nous en dire plus ou faire parvenir au Comité d'autres renseignements à ce sujet?

• (1230)

David Gehl: La culture sans labour est maintenant pratique courante dans l'Ouest canadien. Lorsque j'ai commencé comme agronome au milieu des années 1980, la jachère d'été était utilisée principalement pour la conservation de l'humidité et le contrôle des mauvaises herbes. Cela a presque complètement disparu, et on cultive maintenant en continu avec diverses cultures, notamment des céréales, des oléagineux et des légumineuses, et on sait à quel point le Canada réussit bien. Notre production d'oléagineux et de canola a énormément augmenté. Nous sommes des chefs de file mondiaux dans ce domaine. La culture sans labour a vraiment joué un rôle clé à cet égard.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Je vais accorder deux minutes aux libéraux et aux conservateurs, puis nous ferons une pause et passerons à la série suivante.

Monsieur Epp, vous avez la parole.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de comparaître.

Monsieur Groeneveld, vous avez dit dans votre témoignage que nous — le Canada — sommes dans une course commerciale. Le ministre Sigurdson a dit la même chose et mentionné les pays, en particulier, que nous devons devancer pour maintenir notre avantage commercial. Vous avez aussi dit: « L'innovation est le fondement ». L'innovation naît de la synergie entre le secteur privé, le milieu universitaire et la recherche publique. Des universitaires sont venus témoigner et ont dit essentiellement être à bout de ressources, en raison de la situation actuelle du financement des universités. Pouvez-vous nous parler des répercussions du retrait ou de la réduction de la recherche publique dans cette équation? Il y a la recherche fondamentale, l'innovation, la commercialisation...

En retirant un élément de l'équation, quelles vont être les conséquences pour la grappe sur les protéines et pour l'agriculture en général?

Tyler Groeneveld: L'innovation est le fondement. Le Canada a un programme d'innovation très solide, qui met à contribution le milieu universitaire, le ministère fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, les exploitations agricoles et l'industrie. Retirer un élément de l'équation maintenant, au moment où l'on essaie de créer plus d'ingrédients à valeur ajoutée, d'accroître la production alimentaire et les possibilités économiques... Ce n'est pas le moment de freiner l'innovation. Il faut continuer à investir et, avec les ressources, augmenter la cadence et commercialiser davantage les innovations qui sont créées au pays dans tous les secteurs de l'agriculture.

Dave Epp: Merci.

Le président: Nous allons passer aux libéraux et à Mme Dandurand pendant deux minutes.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci beaucoup.

Il est très intéressant d'entendre parler de PIC, Protein Industries Canada, et de l'exemple qu'il donne. Je pense que votre financement provient d'ISDE, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et vous êtes une grappe qui innove beaucoup.

J'aimerais en savoir plus sur vos résultats. D'où vient l'argent, comment fonctionne votre organisme et comment pourrait-il servir d'exemple à Agriculture et Agroalimentaire Canada pour mener des recherches dans le futur?

Tyler Groeneveld: Notre financement provient d'ISDE et a été renouvelé deux fois. Nous avons investi environ 220 millions de dollars dans des projets. Nous avons eu un ratio d'investissement de 3 pour 1 avec l'industrie. L'industrie investit 3 \$ pour chaque dollar que nous sommes en mesure de cofinancer. Nous réduisons les risques liés à l'innovation grâce à ces fonds pour ouvrir la voie à la création et à l'évaluation.

Comme modèle pour AAC, il est important d'examiner des sociétés d'État comme Financement agricole Canada, qui a annoncé récemment des sommes importantes. Je pense que c'était environ 7 milliards de dollars.

Il faut créer un environnement pour réduire les risques et amener les industries à investir davantage ici au Canada. C'est la course dans laquelle nous sommes engagés, et nous en avons parlé plus tôt, pour faire en sorte que les industries décident d'investir au Canada plutôt que dans d'autres pays. C'est une course pour nous assurer plus de débouchés économiques pour les ingrédients à valeur ajoutée, l'agriculture à valeur ajoutée, la production alimentaire à valeur ajoutée que nous essayons de créer ici.

Le président: Merci.

Nous allons maintenant faire une pause d'environ cinq minutes pour passer au prochain groupe de témoins.

Merci à tous ceux qui sont en ligne, et merci à notre témoin en personne.

• (1235) _____ (Pause) _____

• (1240)

Le président: Nous reprenons nos travaux.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention de nos nouveaux témoins. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Pour ceux qui participent par téléconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro et veuillez

vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal approprié pour l'interprétation: le parquet, l'anglais ou le français. Pour ceux qui sont dans la salle, vous pouvez utiliser l'oreillette et sélectionner la langue désirée. Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 10 février 2026, le Comité reprend son étude sur la science dans l'agriculture canadienne et la fermeture des centres de recherche.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous accueillons Carole Lafrenière et Vincent Poirier, qui témoignent à titre personnel. Nous accueillons aussi Jean-Pierre Charuest et Anthony Laroche, du Centre d'innovation agricole, et Nancy Tout, du Global Institute for Food Security.

Bienvenue. Nous allons commencer par Mme Lafrenière, qui est en ligne.

[Français]

Carole Lafrenière (professeure à la retraite du domaine agricole, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à titre personnel): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie de me donner l'occasion de témoigner.

Je suis professeure retraitée à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'UQAT.

L'agriculture de notre territoire subit pour une troisième fois la fermeture de centres de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'agriculture de notre territoire est basée principalement sur les filières d'élevage, dont la production laitière et le veau d'embouche. Dans les années 1980, la Ferme de recherche de Kapuskasing a joué un rôle majeur dans le développement de la production de veau d'embouche. Notons le fait marquant de ces recherches: le développement d'entreprises compétitives avec de gros cheptels de 250 à 350 vaches et plus, basé sur des plantes fourragères productives et de qualité entreposées en silo meule.

Les premières compressions budgétaires à la Ferme de recherche de Kapuskasing ont été faites en 1995, avec l'abolition des programmes sur l'horticulture et les grains, pour aboutir à sa fermeture en 2013.

Avec les succès antérieurs, le milieu agricole savait que la recherche était nécessaire pour le développement de ses entreprises. Ainsi, dès 1996, il y a eu une mobilisation très importante du milieu pour que l'UQAT forme un partenariat avec la Ferme de recherche de Kapuskasing. Cela a permis d'amorcer la recherche sur le bœuf à l'herbe, mais la fermeture de la Ferme en 2013 a anéanti ces efforts.

Cela aura pris un peu plus de 10 ans pour réunir une équipe de cinq professeurs avec des expertises dont le territoire a besoin. La production de veaux d'embouche s'oriente maintenant vers des systèmes agroforestiers pour accroître sa résilience et réduire les gaz à effet de serre, ainsi que vers une nouvelle filière de recherche sur les grains biologiques. Ces productions sont appuyées par des expertises sur les sols, l'agrométéorologie et l'agroéconomie.

En 2025, le conseil d'administration de l'UQAT a approuvé la mise en place de l'Institut de recherche en agriculture et agroalimentaire. En 2026, pour une troisième fois, les compressions budgétaires aux centres de recherche de Québec et de Nappan viennent nous toucher. En effet, au fil des ans, les professeurs ont bâti de solides collaborations avec les chercheurs de ces centres dans le domaine des sols, des plantes fourragères et des pâturages. Avec les compressions budgétaires dans les universités québécoises, cette fois-ci, la résilience sera très difficile.

• (1245)

Vincent Poirier (professeur en sciences du sol, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à titre personnel): Bonjour. Je me présente à mon tour: je suis professeur à l'UQAT, spécialiste de la séquestration du carbone dans les sols agricoles et directeur de l'Institut de recherche en agriculture et agroalimentaire.

Je commencerai mon allocution en m'inspirant des mots de mon collègue le professeur Jean Caron. Les milieux politiques et la société civile réalisent rarement que les citoyens et les citoyennes du monde sont à 30 centimètres de la famine. Qu'est-ce que ça signifie? C'est que toute notre nourriture dépend des 30 premiers centimètres de sol à la surface de la Terre. Or, les plantes fourragères pérennes contribuent à enrichir les sols et, ainsi, productions fourragères et sols sains vont de pair.

Les sols et les plantes fourragères rendent plusieurs autres services écologiques à la société. Ils peuvent séquestrer du carbone, réduire les émissions de gaz à effet de serre, appuyer la biodiversité et réguler les cycles de l'eau et des éléments. Malgré cela, la science est catégorique: nos sols continuent de se dégrader, particulièrement au Québec et dans l'Est du Canada, et leur capacité à produire des aliments diminue.

La recherche sur les sols et les plantes fourragères est vitale, notamment au centre de recherche de Québec, pour contrer cette dégradation. La fermeture des centres de recherche annoncée est un véritable désastre scientifique qui entraînera un recul de plusieurs décennies. Les pertes d'expertise en plantes fourragères et d'études à long terme sur le terrain auront un effet négatif inestimable sur la société et le milieu agricole.

À l'UQAT, nos travaux sont ancrés dans le milieu. Grâce à nos expertises complémentaires, nous avons réussi à mettre en place deux dispositifs uniques en conditions réelles d'exploitation à la ferme, l'un en agroforesterie et l'autre sur la valorisation des terres agricoles abandonnées. Ces deux systèmes de production sont porteurs d'avenir, mais leur statut actuel est précaire.

Dans le contexte climatique et géopolitique actuel, il est primordial que le Canada augmente son autonomie alimentaire et diminue ses émissions de gaz à effet de serre. Des sommes importantes doivent être investies, notamment dans les universités, pour appuyer des infrastructures et du personnel de recherche sur les sols et les plantes fourragères. Le temps presse, car les changements arrivent plus vite que notre capacité à nous y adapter.

Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Centre d'innovation agricole pendant cinq minutes.

[Français]

Jean-Pierre Charuest (président, Centre d'innovation agricole): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'appelle Jean-Pierre Charuest. Je suis président du conseil d'administration du Centre d'innovation agricole. Je suis accompagné de M. Anthony Laroche, qui est le directeur général du Centre.

Le Centre est une organisation sans but lucratif qui se définit comme une plateforme de concertation des activités de transfert de technologie, d'innovation et de soutien à la formation de la relève en agriculture dans la grande région de l'Estrie, au Québec. Nous agissons comme catalyseurs entre les générateurs de nouvelles connaissances que sont les universités, les centres de recherche fédéraux, les centres collégiaux de transfert de technologie, d'une part, et le milieu preneur de ces connaissances et technologies que sont les entreprises agricoles, les intervenants conseillers de première ligne et les établissements d'enseignement qui forment la relève en agriculture.

Nous évoluons dans un écosystème régional exceptionnel caractérisé par la présence du Centre de recherche et de développement sur le bovin laitier et le porc d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Sherbrooke, et de plusieurs facultés universitaires situées à l'Université de Sherbrooke et à l'Université Bishop's, qui présentent des expertises utiles en agriculture, du centre collégial de transfert de technologie Productique Québec, qui est spécialisé en numérisation, en automatisation et en robotisation, ainsi que de deux établissements de formation postsecondaire en agriculture, soit le Cégep de Sherbrooke et le Centre de formation professionnelle de Coaticook-CRIFA.

Cet écosystème régional se distingue par son orientation vers une agriculture durable et résiliente, ce qui inclut les productions animales et les cultures fourragères pérennes. Cette approche intégrée positionne l'Estrie comme un véritable laboratoire vivant d'innovation agroalimentaire, capable de soutenir la compétitivité des filières tout en répondant aux défis environnementaux et socioéconomiques.

Depuis 2021, le Centre d'innovation agricole a su mobiliser près de 175 producteurs agricoles en Estrie dans l'appropriation de nouvelles pratiques agricoles issues de la recherche faite au Canada. Notre mission consiste à accompagner les producteurs pour qu'ils adoptent et conservent les résultats de la recherche au sein de leurs pratiques agricoles en vue de s'adapter aux changements qui les touchent.

Le Centre d'innovation agricole joue également le rôle de coordonnateur régional estrien pour le déploiement du Laboratoire vivant — Lait carboné, piloté par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Grâce à notre implication, ce sont cinq producteurs laitiers de la région de l'Estrie qui contribuent à des recherches menées par les chercheurs du Centre de recherche de Québec sur les plantes fourragères, la réduction des gaz à effet de serre et les pratiques d'agriculture durable adaptées à la production laitière moderne, mais rentable.

Pourquoi avons-nous choisi les cultures fourragères pérennes?

En fait, depuis 2021, le Centre d'innovation agricole a identifié le secteur des cultures fourragères pérennes comme un pilier stratégique pour lutter contre les changements climatiques qui affectent l'agriculture.

Les cultures fourragères pérennes sont à la base des productions laitière et bovine au Canada. Ces cultures fournissent des fourrages de haute qualité nutritionnelle, riches en fibres efficaces et en protéines. Elles favorisent la santé digestive des ruminants et l'expression du potentiel laitier ou du potentiel de croissance des bovins. La production de fourrage à la ferme renforce son autonomie alimentaire et réduit la dépendance des entreprises aux aliments importés, souvent coûteux et soumis à une forte volatilité des marchés.

Les cultures fourragères pérennes maintiennent les sols en santé en les protégeant de l'érosion causée par les assolements en culture annuelle, et contribuent au captage du carbone dans le sol par leur système racinaire.

On le voit, les changements climatiques amplifient la variabilité des conditions météorologiques, ce qui cause des épisodes de sécheresse estivale, des précipitations intenses et des hivers plus instables.

Les plantes pérennes, grâce à leur système racinaire profond et permanent, présentent une meilleure capacité d'adaptation à ce stress climatique que les cultures annuelles. Elles améliorent la rétention de l'eau dans les sols et affichent une reprise de croissance plus rapide après des événements extrêmes, ce qui contribue à la stabilité de la production agricole dans un climat en mutation. Le réchauffement climatique ouvre la possibilité d'une expansion agricole vers des régions plus nordiques où les cultures pérennes vont jouer un rôle déterminant.

• (1250)

Les cultures pérennes jouent donc un rôle crucial...

[Traduction]

Le président: Je suis désolé. Je vais devoir vous arrêter ici. Le temps est écoulé. Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Global Institute for Food Security pendant cinq minutes.

Nancy Tout (directrice générale par intérim, Global Institute for Food Security): Bonjour, et merci de m'avoir invitée à témoigner devant le Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Je m'appelle Nancy Tout, et je travaille comme cadre de direction dans le domaine de l'innovation depuis plus de 25 ans au sein d'organismes de recherche publics et privés qui se concentrent sur l'innovation à visée commerciale pour soutenir l'agriculture canadienne. Aujourd'hui, je représente le Global Institute for Food Security, ou GIFS, basé à Saskatoon. J'ai déjà occupé le poste de conseillère scientifique en chef et j'occupe actuellement le poste de directrice générale par intérim.

Le modèle d'innovation du GIFS est unique et se distingue ici au Canada, car il s'agit d'un modèle de partenariat public-privé. Nous travaillons avec des laboratoires publics, gouvernementaux et universitaires et avec l'industrie privée, des grandes multinationales aux petites et moyennes entreprises, afin de démultiplier les investissements effectués par les partenaires publics et privés et d'accélérer les retombées de l'innovation pour les entités commerciales.

Je vais tout d'abord vous faire part de deux éléments d'information importants afin de fournir un cadre pour élever le débat sur la fermeture des centres de recherche et orienter les discussions sur l'avenir de l'innovation agricole et agroalimentaire canadienne.

Premièrement, l'innovation, comme il a été dit ce matin, a toujours été ce qui a permis aux principales économies du monde de devenir encore plus fortes, et c'est certainement vrai dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Si le Canada fait assez bonne figure au chapitre des intrants de l'innovation, il est par contre malheureusement à la traîne par rapport au reste du monde quand il s'agit des extrants, notamment pour ce qui est de leur commercialisation et de leur mise à l'échelle. Il s'agit d'un retour sur l'investissement que personne ne devrait accepter ou n'accepterait dans son portefeuille de placements de retraite.

Cela donne donc une orientation claire au Canada et au Comité. Il faut continuer de célébrer les actifs et les intrants qui stimulent l'innovation au pays, mais miser et investir davantage sur les extrants pour s'assurer que le Canada cesse de perdre du terrain par rapport au reste du monde.

Deuxièmement, comme le souligne le récent rapport de Financement agricole Canada, l'écart se creuse entre la productivité du Canada et celle de ses concurrents et menace sa compétitivité et sa capacité de répondre à la demande alimentaire mondiale. Grâce à l'innovation, nous pouvons combler cet écart de productivité et dégager 30 milliards de dollars de revenus agricoles supplémentaires.

En gardant ces deux éléments à l'esprit, permettez-moi d'aborder le sujet qui nous occupe de deux façons.

Premièrement, face à l'évolution rapide des innovations technologiques dans le monde, nous comprenons que le gouvernement doit prendre des décisions difficiles, mais nécessaires, et nous l'ap-puyons.

Deuxièmement, nous avons tous des sentiments mitigés après l'annonce des fermetures et des mises à pied partout au pays. En tant qu'une des sources d'intrants dans l'écosystème de l'innovation au Canada, nous sommes fiers de la riche histoire des centres de recherche d'Agriculture Canada, de nos scientifiques talentueux, de nos terres et des données qui ont été générées au fil des décennies dans divers domaines essentiels pour la recherche agricole et agroalimentaire.

Pour cette étude, le Comité doit travailler dans un cadre collaboratif afin d'analyser les répercussions sur les terres et sur les actifs immobilisés et de données touchés. Ce qui est formidable dans l'écosystème d'innovation diversifié du Canada, c'est que des partenaires existants ou nouveaux — publics, privés et producteurs — sont prêts et en mesure d'attribuer une valeur, de diriger et de soutenir la voie à suivre.

Les terres et les données sont deux éléments qui sont souvent oubliés, mais qui sont des considérations importantes pour le Comité. Le Canada n'a pas accordé assez d'importance aux données dans son écosystème d'innovation. Avec l'arrivée de l'intelligence artificielle et de la modélisation prédictive en agriculture et en agroalimentaire, les données et les biens numériques peuvent nous aider à transformer les feuilles de calcul désuètes et les conjectures manuelles en décisions intelligentes, opportunes et prédictives fondées sur des données qui amélioreront le rendement des cultures et des animaux, ainsi que la santé des sols, réduiront les coûts et augmenteront la rentabilité.

Cela m'amène à formuler deux recommandations importantes au Comité.

La première recommandation est la suivante. Le Canada dispose d'une capacité de recherche agricole de calibre mondial, mais elle est de plus en plus fragmentée et complexe. Divers pays ont mis en place un cadre d'innovation national hautement coordonné, mais axé sur l'industrie, avec des systèmes d'innovation intersectoriels qui reposent sur un financement stable, une gouvernance intégrée et une harmonisation solide de l'industrie et de la recherche, tous axés sur la mise à l'échelle et la commercialisation.

Le Canada peut le faire aussi, mais il doit agir maintenant. Pour y arriver, il ne faut pas limiter notre réflexion aux silos qui composent notre système. Nous devons faire passer la recherche au déploiement à grande échelle et construire de nouveaux modèles d'innovation nationaux audacieux.

La deuxième recommandation est que le Canada doit renforcer son modèle de partenariat et son approche en matière d'innovation afin d'inclure le secteur public, le secteur privé et les producteurs. C'est ce qu'on appelle le modèle de PPP. Beaucoup diront que cela existe déjà, mais je suis ici aujourd'hui pour dire que l'équilibre est rompu et que nous pouvons faire mieux.

En résumé, lors des prochaines étapes de cette étude, il faut s'assurer de bien protéger nos précieuses terres et nos précieuses données et de bien en transférer la direction. Il faut s'appuyer sur de nouveaux modèles d'innovation basés sur la collaboration, en positionnant les systèmes d'innovation agricole et agroalimentaire du Canada, mais surtout leurs extrants, pour qu'ils occupent une position de chef de file mondial.

Je terminerai en parlant de l'initiative « On sort du rang », un mouvement récemment lancé par Financement agricole Canada à l'occasion du Jour de l'agriculture canadienne, ici à Ottawa, pour façonner l'avenir de l'alimentation au pays. Ces mots résument également mes observations d'aujourd'hui à l'intention du Comité. Faisons en sorte que le système d'innovation de Sortons du rang soit axé sur les partenariats et les retombées économiques.

• (1255)

Je vous remercie de me donner l'occasion de vous faire part de cette vision audacieuse et de cet impératif pour l'agriculture canadienne. Je pourrai répondre aux questions des membres du Comité.

Le président: Il nous reste environ 16 minutes. J'ai promis à M. Lemire deux occasions de prendre la parole parce qu'il a cédé son temps la dernière fois, et je sais que M. Gourde a quelque chose à dire au sujet des travaux du Comité.

Nous allons commencer par accorder quatre minutes aux conservateurs, si cela vous convient. Nous passerons ensuite aux libéraux. Je ne sais pas comment nous allons procéder. Nous devons peut-être dépasser 13 h 15.

Allez-y, je vous prie.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lothbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Ma question va s'adresser à l'équipe de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue.

En 2008, il y a eu une crise mondiale vraiment désastreuse. Le Canada avait mis en place le Plan d'action économique du Canada, qui a été déployé en 2009, 2010 et 2011. Je me rappelle avoir fait une annonce en Abitibi-Témiscamingue, qui est une très belle ré-

gion d'ailleurs, sur la recherche sur les fourrages. On sait qu'en Abitibi-Témiscamingue, les fourrages ont la chance d'avoir plus de luminosité que dans le sud du Québec. On avait débloqué du financement: je ne me souviens pas du montant, mais c'était environ 2 millions de dollars, je crois. Ce montant a été accordé à la recherche sur la qualité des fourrages, surtout pour la mettre en évidence, et à la recherche sur le potentiel de rendement. Le financement a aussi été utilisé dans la filière du bœuf, parce que c'est une région où la production de bœuf est importante.

Ce financement a-t-il été bénéfique pour l'ensemble de la filière des fourrages et la filière bovine? Quels ont été les résultats? On sait que les résultats arrivent quelques années après avoir investi. Si vous vous souvenez de ce qui s'est passé, pourriez-vous nous en parler?

• (1300)

Vincent Poirier: Je proposerais à ma collègue Mme Carole Lafrenière de répondre à la question.

Carole Lafrenière: Bonjour, monsieur Gourde.

Effectivement, l'investissement fait à ce moment a été des plus bénéfiques. Ça a coïncidé avec ce que nous voulions faire, soit valoriser les fourrages. Ça nous a permis d'avoir une infrastructure et de continuer à faire de la recherche. Ça a été très bénéfique et ça a amorcé le travail sur les pâturages. C'est arrivé à un moment où nous en avons vraiment besoin. Nous commençons à ressentir l'effet des changements climatiques et nous avons alors commencé à travailler sur les pâturages. Nous avons toujours besoin de financement pour les plantes fourragères. Ce besoin est encore là, c'est encore nécessaire.

Il est sûr que l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, en tant que petite université, a des moyens limités. Je dis « petite », mais pas dans le sens où elle ne peut pas faire de grandes choses. Le fait de travailler sur les pâturages, par exemple avec les gens du domaine des plantes fourragères à Sainte-Foy et à Matane, a rehaussé la façon dont nous pouvions faire les choses.

Bref, je peux vous dire que le financement a été bénéfique et nous aimerions en avoir encore.

Jacques Gourde: Malheureusement, nous avons un gouvernement libéral. Le gouvernement conservateur a toujours été très, très sensible à ça, surtout dans le temps. Je suis un ancien producteur et exportateur de fourrages, et j'avais vraiment aimé cette annonce de financement. C'est une région vraiment très intéressante et un bioclimat vraiment magique.

Je sais que vous voudriez avoir encore du financement, mais il y a des coupes. On a parlé du fait que ça a été bénéfique d'injecter des fonds et que ça aurait rapporté 30, 40 ou 50 fois le montant investi. Si on fait des coupes, madame Lafrenière, qu'est-ce que va donner dans les 10 ou les 15 prochaines années?

Carole Lafrenière: Nous avons commencé à ressentir l'effet des coupes très rapidement à la suite de la fermeture de la ferme, à Kapuskasing. Ça a eu des répercussions, comme la diminution des troupeaux dans un premier temps. Nous étions sur une lancée.

Je vais vous donner des chiffres en matière d'économie régionale.

Pour notre production bovine, dans les années 1990 et au début des années 2000, les revenus se situaient autour de 45 millions de dollars ou 50 millions de dollars en matière de PIB. Cependant, ils ont par la suite diminué à 35 millions de dollars en ce qui a trait au PIB. À l'époque, l'impact financier était plus grand sur la production bovine que sur la production laitière.

Dans les dernières années...

[Traduction]

Le président: Je m'excuse de vous interrompre. Nous sommes vraiment pressés par le temps. Merci beaucoup.

Nous allons passer aux libéraux pendant quatre minutes. Allez-y, je vous prie.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Monsieur Charuest, j'aimerais commencer par vous laisser l'occasion de compléter vos remarques d'ouverture.

Jean-Pierre Charuest: Merci. Je vais tenter de faire vite.

Les réductions budgétaires fédérales et la fermeture du Centre de recherche et de développement de Québec vont causer le démantèlement d'une équipe de recherche de classe mondiale. Au Centre d'innovation agricole, nous faisons du transfert technologique. Les résultats de la recherche sont notre base de travail. Après ça, nous assurons le transfert. S'il n'y a plus de recherche dans des secteurs aussi cruciaux que celui des plantes fourragères, alors, nous n'avons plus rien à transférer, car c'est vraiment la mission du Centre d'innovation agricole.

Nous proposons donc au gouvernement de transférer l'expertise en plantes fourragères au Centre de recherche et de développement de Sherbrooke. Il y a de l'espace, et toute l'infrastructure de recherche est déjà existante. Ce centre bénéficie d'une grande terre, c'est-à-dire de 300 hectares en cultures. Il y a donc de la place pour faire de la recherche. En outre, ça rapprocherait les chercheurs de l'écosystème de collaboration que nous avons mis en place avec le Centre de recherche et de développement de Sherbrooke depuis 2021. Nous collaborions déjà avec le Centre de recherche et de développement de Québec pour ce qui est du laboratoire vivant, mais ça les rapprocherait également du secteur universitaire et collégial de la région de l'Estrie.

Nous pensons aussi qu'il serait pertinent de créer un centre national d'excellence dans la région de l'Estrie pour consolider les liens entre la production fourragère et les productions animales, laitières et bovines. Nous pourrions travailler de concert avec les associations nationales, par exemple, avec les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de lait du Québec, ou les associations de producteurs bovins comme les Producteurs de bovins du Québec et la Canadian Cattle Association. De plus, l'Association canadienne pour les plantes fourragères et le Conseil québécois des plantes fourragères travaillent de concert avec nous. Nous avons déjà toute une plateforme de concertation.

Au début de mon allocution, je parlais des 175 producteurs. Depuis cinq ans, nous constatons que, quand nous accompagnons des producteurs dans l'innovation, ils adhèrent plus facilement à l'innovation. Quand nous quittons leur entreprise, l'innovation reste sur la ferme. Les producteurs sont ouverts à l'innovation, ils sont mobilisés et ils nous demandent seulement de les accompagner. C'est vraiment le rôle que le Centre d'innovation agricole souhaite jouer. La

triste fermeture du Centre de recherche et de développement de Québec va constituer pour nous une occasion de remodeler un petit peu l'échiquier au Québec.

• (1305)

Marianne Dandurand: Merci, monsieur Charuest.

Je vais vous relancer, parce que ce que j'entends est vraiment une envie de renouer des liens avec le secteur universitaire, mais aussi avec le secteur collégial, sachant que vous êtes dans le secteur professionnel. Vous parlez de l'industrie, qui est aussi présente, et vous mentionnez le centre de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Au Comité, le ministre a parlé de sa volonté de mieux coordonner et soutenir l'innovation en agriculture. Je vous entends parler d'un centre national d'excellence. Est-ce que c'est une espèce de projet-pilote que vous suggérez? Quel pourrait être le rôle du fédéral là-dedans?

Jean-Pierre Charuest: Nous faisons déjà du transfert technologique. Si nous décidons de mettre en place un projet-pilote, il est sûr que nous allons vouloir collaborer pour le mettre en place. Le rôle du fédéral va être de nous soutenir financièrement. Il y a sûrement des modèles semblables, non pas en recherche, mais en transfert de technologie.

Quand il est question de transfert, il est sûr qu'il faut avoir les producteurs autour de la table, mais il faut aussi avoir de la recherche. C'est pour cette raison que je trouve dommage le fait qu'on laisse partir une expertise de classe mondiale, surtout en matière de plantes fourragères. C'est un secteur qui n'a pas toujours été soutenu par l'industrie, ce qui fait que nous nous alimentons souvent de résultats qui viennent des États-Unis.

Si le Canada veut se démarquer sur le plan de l'agriculture nordique, ce n'est pas le moment d'abandonner la recherche, surtout dans un domaine aussi important.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons à M. Lemire. Il aura six minutes. Il a cédé ses deux minutes lors de la dernière série de questions, et nous avons accordé deux minutes supplémentaires à chaque groupe.

Monsieur Lemire, vous avez la parole.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

C'est une réunion particulièrement intéressante.

Monsieur Poirier et madame Lafrenière, je vous remercie d'être des nôtres aujourd'hui. Je suis particulièrement fier de voir que vos travaux de recherche sont exposés par la même occasion, que le captage du carbone peut servir à enrichir les sols, et que l'agriculture en milieu nordique a un avenir particulièrement prospère. Il y a tout le lien avec l'agroforesterie, mais, malheureusement, nous ne sommes pas là pour parler de ça.

Aujourd'hui, nous sommes ici pour nous pencher sur les répercussions des coupes en recherche. Donc, au lieu de parler d'investissements, nous parlons de coupes.

Vous proposez des pistes de solutions intéressantes. Votre station de recherche à Notre-Dame-du-Nord est dotée d'un laboratoire à la fine pointe de la technologie, capable d'offrir des analyses de sol aux différents producteurs et productrices agricoles de la région et d'ailleurs.

Lors d'une conversation, monsieur Poirier, vous me disiez à quel point il est difficile pour les chercheurs de financer de tels projets à même leur enveloppe de services techniques et d'expertise. Diriez-vous qu'un financement ciblé devrait être accordé aux universités des différents territoires afin d'offrir ce service directement aux producteurs?

Vincent Poirier: Oui, tout à fait.

En fait, je dirais que c'est essentiel. Nous avons des infrastructures dotées d'équipement, un parc analytique à la fine pointe de la technologie, et un potentiel incroyable pour rendre des services à la collectivité. De plus, ces services ne sont pas liés à des organismes officiels, parce que nous avons une neutralité scientifique.

Cependant, nous sommes limités par le manque de soutien à la recherche et le manque de soutien technique. Nous avons besoin d'investissements qui permettraient de soutenir cette équipe et d'exploiter notre plein potentiel afin de fournir au public, aux entreprises et aux collègues du milieu universitaire le maximum de nos capacités.

En ce moment, nous fonctionnons au ralenti et notre situation est précaire. En conséquence, il est frustrant de voir que nous avons un petit bijou entre les mains, mais que nous ne parvenons pas à le faire briller comme il le devrait.

Sébastien Lemire: Vous dites que vous fonctionnez au ralenti, mais d'un autre côté, et corrigez-moi si je me trompe, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a une expertise particulièrement intéressante pour faire fructifier les investissements, surtout lorsqu'ils sont publics. Lorsque les gouvernements, notamment le gouvernement fédéral, investissent dans l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'UQAT, nous voyons des retombées dans les partenariats. Pouvez-vous nous en dire davantage à ce sujet?

• (1310)

Vincent Poirier: C'est dans l'ADN de l'UQAT de travailler avec le milieu. Nous créons énormément de partenariats. Nous sommes la deuxième université au pays pour ce qui est du volume de recherches par professeur. Dans notre domaine, nous fonctionnons beaucoup en mode cocréation, ce qui veut dire que nous créons des projets en coopération avec les entreprises pour répondre directement à leurs besoins sur le terrain.

Chaque dollar investi est bonifié par différents programmes de subventions auxquels nous pouvons participer. Nous bonifions vraiment ces investissements, et les travaux ne sont pas faits en vase clos. Nos travaux sont faits avec les gens du milieu et les problèmes étudiés sont déterminés en collaboration avec les entreprises agricoles. Nous voulons ainsi nous assurer que les résultats de nos recherches vont avoir une réelle incidence sur le terrain.

Sébastien Lemire: Présentement, on parle de coupes potentielles ou actuelles en agriculture un peu partout au Canada.

La station la plus proche qui nous fournissait des données était la ferme de démonstration de Kapuskasing. Or, elle a dû fermer ses portes il y a une quinzaine d'années. L'UQAT reprend cette expertise. Dans le contexte, on propose la théorie selon laquelle on va, au

pire, refaire l'étude des données ailleurs, en serre ou un peu n'importe comment.

À votre avis, pourquoi y a-t-il des limites à l'étude en serre et sur l'impact que ça peut avoir dans une région donnée? Il faut se rappeler que l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-est ontarien ont un sol argileux, qu'on ne retrouve pas ailleurs au Canada. Selon vous, pourquoi y a-t-il des limites aux études en serre?

Vincent Poirier: C'est parce qu'on ne peut pas déplacer un territoire. Un territoire est à sa place.

On peut utiliser les expériences en serre pour isoler des paramètres, mesurer certaines choses, ajuster des modèles, paramétrer, mais jamais on ne sera capable de recréer un territoire à l'intérieur d'un laboratoire ou d'une serre.

On ne peut pas déplacer un sol. Il est impensable de faire ça. On ne peut pas non plus déplacer les conditions climatiques. On peut essayer au meilleur de nous-mêmes, mais il y a tellement de complexité liée au milieu naturel que, selon moi, il n'est pas réaliste de penser que nous pouvons tout recréer dans des conditions contrôlées.

Toutefois, c'est nécessaire si nous voulons voir ce qui va se passer dans 50 ans, parce que nous n'avons pas le luxe d'attendre. Nous avons besoin des outils de modélisation, de l'intelligence artificielle pour nous aider à raffiner nos modèles, mieux paramétrer et mieux comprendre les mécanismes. En fin de compte, tout ça doit se transposer sur le terrain pour valider ces modèles.

Sébastien Lemire: Quand on sait que, selon des études effectuées il y a une dizaine d'années, comme celles menées dans le cadre du projet Agriclimat, il est réaliste de penser que d'ici une vingtaine d'années, ou tout au plus une trentaine, l'Abitibi-Témiscamingue devrait connaître le climat de la Montérégie ou du nord-est des États-Unis, il est important de connaître l'impact climatique et les sols d'une région comme l'Abitibi-Témiscamingue.

J'aimerais qu'on puisse parler de vos travaux et de ceux du professeur Simon Lafontaine, et de l'expertise qui est développée dans le cadre d'Écobœuf, notamment, et qui a un impact sur la production bovine. Selon vous, en quoi l'agroforesterie a-t-elle une valeur ajoutée pour l'agriculture aujourd'hui?

Vincent Poirier: Selon moi, l'agroforesterie est l'agriculture de l'avenir.

Je vous dirais que ce que nous avons fait à la ferme Lafontaine-Noël en Abitibi-Ouest, sur le dispositif, nous avons créé une expérience qui n'existe nulle part ailleurs au monde, sur 20 hectares, avec des animaux, dans l'optique de diminuer les émissions de gaz à effet de serre produits par les animaux.

Comme les sols y sont argileux et qu'il y pousse des plantes pérennes de bonne qualité, la marche était quand même haute. Il fallait donc planter des haies d'arbres. Nous avons mené une grande expérience pour essayer de gérer les animaux au pâturage et séquestrer du carbone à la fois dans le sol, dans les arbres et dans la plante pour créer un nouveau modèle d'élevage. De plus, il est important de mentionner que nous l'avons fait dans des conditions réelles d'exploitation à la ferme.

Donc, les agriculteurs viennent visiter la ferme et peuvent voir comment les choses sont opérationnalisées, comment les animaux se déplacent, où ils ont accès à l'eau pour avoir un portrait de ce que ça pourrait représenter...

[Traduction]

Le président: Cela fait six minutes et 30 secondes. Je dois vous interrompre.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci beaucoup, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Je suis désolé. Merci beaucoup.

Monsieur Gourde, allez-y.

[Français]

Jacques Gourde: Monsieur le président, je pense que nous sommes victimes de notre succès pour cette étude. Il nous reste encore énormément de témoins à rencontrer. Nous n'avons pas vu les miens, d'ailleurs. Je vais déposer une motion pour que nous ayons une ou deux réunions supplémentaires. Ce serait vraiment important.

[Traduction]

Le président: Madame Chatel, vous avez la parole.

[Français]

Sophie Chatel (Pontiac—Kitigan Zibi, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je suis d'accord avec mon collègue que la discussion sur la science et la technologie est importante. Je rappelle à ce comité que nous avons convenu de poursuivre la discussion sur la science et la technologie dans le cadre de notre prochaine étude, que nous entreprendrons bientôt et qui portera sur le partenariat conclu entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. J'invite donc mon collègue à soumettre la liste de ses témoins pour continuer la discussion, peut-être même à la première réunion de cette étude sur la science, la technologie et la place de la vision. Je pense qu'on a beaucoup parlé des problèmes. Maintenant, il faut parler de la vision, des solutions. Plusieurs pistes de solution seraient importantes à explorer. J'invite mon collègue à garder l'heure qu'il nous reste pour inviter ses témoins. Je pense qu'il nous reste une heure pour la présente étude. Cependant, il faudrait ensuite continuer la discussion dans le cadre de notre prochaine étude.

• (1315)

Jacques Gourde: J'aurais une question, monsieur le président. En ce qui concerne les témoins qui participent à deux études différentes, est-ce que vous pouvez interchanger les témoins d'une étude à l'autre si celles-ci sont similaires?

Sophie Chatel: Monsieur le président, concernant la question de mon collègue, ce comité avait déjà conclu que cette étude porterait sur la science et l'innovation, et qu'elle allait servir dans l'étude du chapitre sur la science et la technologie dans la prochaine étude. Donc, ce comité était déjà en faveur de cette approche.

[Traduction]

Le président: Il s'agit de la dernière réunion. Il ne reste pas « une heure ».

Nous allons passer à M. Bonk.

Steven Bonk: Je tiens à souligner que c'est imminent. La recherche sera perdue cette année dans ces fermes expérimentales. Le Comité peut tout à fait décider de tenir quelques réunions supplémentaires sur ce sujet très important, car nous parlons de programmes qui représentent 5, 6 et 10 ans de travail, et toute cette

recherche sera perdue. Je pense qu'il serait avisé de notre part d'entendre tous les témoins.

Nous avons eu une réunion très précipitée aujourd'hui, par exemple. Nous pouvons trouver du temps pour un sujet aussi important.

Le président: Nous allons passer à M. Epp.

Dave Epp: Je vais simplement faire écho à son commentaire et ajouter un autre petit point. La question a été soulevée dans les témoignages d'aujourd'hui. Le ministre de l'Agriculture de l'Alberta a énuméré trois pays qui sont en train de nous rattraper. L'une des questions que je n'ai pas eu le temps de poser aujourd'hui est de savoir si ces pays y sont parvenus en se retirant de la recherche publique. J'en doute fortement, alors je vois la nécessité d'une étude plus approfondie.

Le président: Nous allons passer à M. Lemire.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Il pourrait être intéressant de leur poser la question et de l'envoyer par écrit parce que, effectivement, j'aimerais avoir cette réponse.

Dans le contexte, j'aimerais poser la question aux conservateurs. Présentement, John Barlow n'est pas là, mais ce qui avait été convenu, c'est que les témoignages puissent être utilisés dans les deux études et que nous puissions rédiger un rapport concernant la science et la recherche et faire des recommandations. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment ce gouvernement va répondre à nos recommandations et comment il justifie ces compressions.

Donc, si nous prolongeons notre étude au cours des semaines de séance parlementaire et des pauses, ça veut dire que nous prolongerions l'adoption d'un rapport et, aussi, l'adoption des recommandations et les réponses du gouvernement, sachant que nous pourrions intégrer des témoins dans l'autre étude sur le partenariat canadien pour une agriculture durable, qui va toucher la science et la recherche.

Est-ce que vous voulez que nous poursuivions avec une réunion ou que nous passions à l'autre sujet, et que nous ayons un rapport qui traite de la science et la recherche pour, à mon sens, dénoncer ces compressions?

[Traduction]

Le président: Monsieur Gourde, allez-y.

[Français]

Jacques Gourde: Nous, nous sommes toujours ouverts, y compris à tenir des réunions supplémentaires si nous avons une échéance pour le mois de juin ou si nous n'avons pas à finir plus rapidement. Ça aussi, c'est possible. C'est selon la volonté du Comité.

[Traduction]

Le président: Nous sommes saisis d'une motion visant à ajouter une ou deux réunions.

Jacques Gourde: C'est pour deux réunions.

Le président: Sommes-nous prêts à passer au vote?

[Français]

Sébastien Lemire: En demandez-vous deux ou une?

Jacques Gourde: J'en demande deux, au cas où nous n'en aurions pas assez.

Sébastien Lemire: D'accord, mais, l'idée de base, c'était de traiter ces éléments dans l'autre étude. Tous les témoins, comme l'Union des producteurs agricoles ou les fédérations, ne sont pas venus aux réunions de l'étude sur la science et la recherche, précisément pour qu'ils puissent parler des compressions dans la science et la recherche dans le cadre de l'étude sur le partenariat canadien pour une agriculture durable.

Jacques Gourde: Nous allons les ajouter maintenant. Par la suite, s'ils n'ont pas besoin de revenir, ils n'auront pas besoin de revenir. Cependant, je veux les avoir là.

[Traduction]

Le président: Veuillez vous adresser à la présidence pour que je puisse vous donner la parole.

Madame Chatel, allez-y.

[Français]

Sophie Chatel: Je suis d'accord avec M. Lemire. Il faudrait vraiment avoir une réunion pour, premièrement, permettre aux analystes de faire leur rapport et, deuxièmement, pour présenter le rapport avec des recommandations. Ensuite, nous pourrions en discuter.

Nous finissons cette semaine. La semaine prochaine, nous serons dans nos circonscriptions. Par la suite, nous recommençons. Les recommandations ne seront donc pas transmises au gouvernement avant plusieurs semaines, si nous adoptons votre proposition. De plus, les mêmes témoins, les mêmes discussions peuvent avoir lieu dans le cadre de l'autre étude.

La proposition de M. Lemire est bonne. Nous terminons cette étude et nous planifions tout de suite, au retour, une réunion pour discuter des recommandations. Il s'agit de le faire le plus tôt possible et d'envoyer notre rapport au gouvernement.

Il faut aussi continuer cette discussion absolument importante sur la place de l'innovation et de la science dans le prochain partenariat pour avoir une agriculture forte au Canada dans l'avenir.

• (1320)

[Traduction]

Le président: Monsieur Bonk, allez-y.

Steven Bonk: Dans certains cas, on démantèle des centres de recherche qui existent depuis la fin des années 1800. J'espère que nous ne sommes pas paresseux au point de ne pas pouvoir tenir quelques réunions de plus pour discuter davantage de cette question. On parle de centres de recherche qui existent depuis 130 ou 140 ans et qui détiennent des connaissances historiques. Comme M. Gourde l'a dit, je suis ouvert à l'idée de tenir des réunions en juin si nécessaire. Si nous devons ajouter des réunions, je n'ai aucun problème à le faire.

Le président: C'est au tour de M. Lemire.

[Français]

Sébastien Lemire: Je fais juste un calcul politique. Évidemment, je suis un membre de l'opposition aussi.

Si nous voulons avoir un rapport, il faudra donner nos instructions mercredi pour avoir, on l'espère, un premier jet le plus rapidement possible, pour pouvoir l'adopter et donner 45 jours au gouvernement pour fournir ses réponses. Il faudrait avoir ces dernières avant l'été pour être capable d'avoir un certain poids dans le pro-

chain budget et pour éviter justement que le ministre fasse ces coupes budgétaires. En tout cas, c'est mon souhait. Ça se fait dans les procédures de révision budgétaire.

Comme membre de l'opposition, je crois que le but de nos travaux est d'avoir aussi une étude de comité avec des recommandations et des réponses du gouvernement afin de pouvoir mener ces négociations. Si nous décalons ça d'un mois, j'ai peur que nous perdions cette occasion favorable, quand nous voudrions négocier en proposant les recommandations officielles du Comité. Je pense qu'il y a quand même un assez bon consensus parmi les membres du Comité pour faire obstacle à ces coupes budgétaires.

[Traduction]

Le président: Monsieur Epp, allez-y.

Dave Epp: Il y a un autre sujet dont nous n'avons pas discuté et que nous avons à peine abordé aujourd'hui, c'est le Nord. Sur ma ferme, j'ai changé mes techniques agricoles au cours de ma carrière en raison de l'évolution des conditions météorologiques. C'est une région où le Canada pourrait avoir un avantage concurrentiel dans le futur. C'est tellement important. Je comprends les contraintes de temps, mais je trouve très inquiétant de couper court aux discussions et de ne pas examiner pleinement ce sujet.

Le président: Passons au vote. La motion vise à prolonger l'étude de deux réunions.

(La motion est rejetée. [Voir le Procès-verbal])

[Français]

Sébastien Lemire: [Inaudible] reprendre ces études dans la prochaine. Le fait que ce soit deux réunions, ça veut dire selon moi qu'on perd tout notre plan de match d'actions sur le gouvernement.

[Traduction]

Le président: Cela met fin aux témoignages pour cette partie de l'étude.

Jeudi prochain, nous aurons l'occasion de fournir des instructions provisoires sur ce rapport, et nous recevrons également l'ébauche de celui sur les prix de référence dans les chaînes d'approvisionnement du bœuf et du porc. Veuillez donc préparer vos observations.

Monsieur Epp, allez-y.

Dave Epp: Compte tenu de la décision que nous venons de prendre, y a-t-il une date limite pour soumettre des mémoires extérieurs pour le rapport?

Le président: C'est une bonne question. Je pense que c'est vraiment à nous de décider.

Quelle serait une date appropriée pour le faire? Peuvent-ils le faire pour que ce soit ajouté au rapport?

Dave Epp: Il faut en tenir compte.

Le président: Comment cela fonctionne-t-il?

Sarah Houle (analyste): Normalement, nous aurions une date limite pour cela. À un moment donné, nous ne pourrions plus les ajouter au rapport comme tel...

Le président: Les gens peuvent-ils encore nous faire parvenir leur mémoire? Si oui, quelle serait la date limite pour les analystes?

Le 19 mars vous convient-il?

Madame Chatel, allez-y.

[Français]

Sophie Chatel: Comme M. Lemire l'a mentionné, pouvons-nous donner des instructions aux analystes ce jeudi, afin qu'ils puissent profiter de la semaine de relâche pour travailler sur un rapport et revenir vers nous à ce sujet après cette semaine de relâche?

• (1325)

[Traduction]

Le président: C'est ce qui est prévu.

[Français]

Sophie Chatel: C'est parfait. Merci.

[Traduction]

Le président: La date limite pour soumettre des témoignages extérieurs aux fins du rapport est donc le 19 mars à 16 heures. Tout le monde est d'accord, c'est parfait.

Plaît-il au Comité de lever la séance?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci.

Merci à nos témoins.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>